
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. LV.

Du Dimanche 16 Août 1789.

*Décrets de l'assemblée nationale, délibérés dans les séances
des 4, 6, 7, 8 & 9 Août 1789.*

TOUT est remarquable dans ce premier monument de l'assemblée nationale, il fournira à l'histoire des connoissances sur le caractère généreux des François, & des parallèles bien intéressans avec les peuples législateurs. La grandeur des sacrifices, l'impétuosité des résolutions, la rédaction réfléchie d'une délibération solennelle que le plus noble patriotisme avoit seul inspirée, la marche rapide & assurée que ces arrêtés vont donner à la constitution, les soulagemens & les réformes qu'ils opèrent, l'impofant tableau qu'ils présentent, de ce que peut une grande nation qui veut se régénérer, donnent à ce décret un caractère entièrement nouveau, & qui le rend sous tous les rapports digne de l'attention de l'univers.

ARTICLE PREMIER.

« L'assemblée nationale détruit entièrement le régime
Tome II. P

féodal. Elle décrète que dans les droits & devoirs , tant féodaux que censuels , ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle , & ceux qui les représentent sont abolis sans indemnité ; tous les autres sont déclarés rachetables , & le prix & le mode du rachat seront fixés par l'assemblée nationale. Ceux desdits droits qui ne sont point supprimés par ce décret , continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement. »

A R T. I I.

« Le droit exclusif des fuies & colombiers est aboli.

Les pigeons seront renfermés aux époques fixées par les communautés ; durant ce temps ils seront regardés comme gibier , & chacun aura le droit de les tuer sur son terrain.

A R T. I I I.

« Le droit exclusif de la chasse & des garennes ouvertes , est pareillement aboli , & tout propriétaire a le droit de détruire & faire détruire , seulement sur ses possessions , toute espèce de gibier , sauf à se conformer aux loix de police qui pourront être faites , relativement à la sûreté publique.

Toute capitainerie , même royale , & toute réserve de chasse , sous quelque dénomination que ce soit , sont pareillement abolis ; & il sera pourvu , par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés & à la liberté , à la conservation des plaisirs personnels du roi.

M. le président sera chargé de demander au roi le rappel des galériens & des bannis pour simple fait de chasse ; l'élargissement des prisonniers actuellement détenus ; & l'abolition des procédures existantes à cet égard.

A R T. I V.

» Toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans

aucune indemnité ; & néanmoins les officiers de ces justices continueront leurs fonctions, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée nationale, à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

A R T. V.

Les dîmes de toute nature, & redevances qui en tiennent lieu, sous quelque dénomination qu'elles soient connues & perçues, même par abonnement, possédées par les corps séculiers & réguliers, par les bénéficiers, les fabriques, & tous gens de main-morte, même par l'ordre de Malthe & autres ordres religieux & militaires, même celles qui auroient été abandonnées à des laïques, en remplacement & pour option de portions congrues, sont abolies, sauf à aviser aux moyens de subvenir, d'une autre manière, à la dépense du culte divin ; à l'entretien des ministres des autels, au soulagement des pauvres, aux réparations & reconstructions des églises & presbitères, & à tous les établissemens, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés & autres, à l'entretien desquelles elles sont actuellement affectées.

Et cependant, jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, & que les anciens pourvoyeurs soient entrés en jouissance de leur *remplacement* (1), l'assemblée nationale ordonne que lesdites dîmes continueront d'être perçues suivant les loix, & en la manière accoutumée.

Quant aux autres dîmes, de quelque nature qu'elles soient, elles seront rachetables de la manière qui sera réglée par l'assemblée ; & jusqu'au règlement à faire à ce sujet, l'assemblée nationale ordonne que la perception en sera aussi continuée.

(1) On a vu dans la séance de jeudi soir, ce qu'on doit entendre par ce mot.

A R T. V I.

« Toutes les rentes foncières, perpétuelles, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, quelque soit leur origine, à quelques personnes qu'elles soient dûes, gens de main-morte, domaines, apanagistes, ordre de Malthe, seront rachetables; les champarts de toute espèce, & sous toutes dénominations, le seront pareillement, au taux qu'il sera fixé par l'assemblée. Défenses seront faites de plus, à l'avenir, créer aucune redevance non remboursable.

A R T. V I I.

» La vénalité des offices de judicature & de municipalité est supprimée dès cet instant.

La justice sera rendue gratuitement, & néanmoins les officiers, pourvus de ces offices, continueront d'exercer leurs fonctions, & d'en percevoir les émolumens jusqu'à ce qu'il ait été pourvu, par l'assemblée, aux moyens de leur procurer leur remboursement.

A R T. V I I I.

» Les droits casuels des curés de campagne sont supprimés, & cesseront d'être payés, aussi-tôt qu'il aura été pourvu à l'augmentation des portions congrues, & à la pension des vicaires; & il sera fait un règlement pour fixer le sort des curés des villes.

A R T. I X.

» Les privilèges pécuniaires, personnels ou réels, en matière de subside, sont abolis à jamais. La perception se fera sur tous les citoyens & sur tous les biens, de la même manière & dans la même forme; & il va être avisé aux moyens d'effectuer le paiement proportionnel de toutes contributions, même pour les six derniers mois de l'année d'imposition courante.

A R T. X.

« Une constitution nationale & la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissoient, & dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire, il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces, principautés, pays, cantons, villes & communautés d'habitans soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour & demeureront confondus dans le droit commun de tous les Français.

A R T. X I.

« Tous les citoyens, sans distinction de naissance, pourront être admis à tous les emplois & dignités ecclésiastiques, civils & militaires, & nulle profession utile n'emportera dérogance..

A R T. X I I.

« A l'avenir, il ne sera envoyé en cour de Rome, en la vice légation d'Avignon, en la nonciature de Lucerne, aucun denier pour annates ou pour quelqu'autre cause que ce soit, mais les diocésains s'adresseront à leurs évêques pour toutes les provisions de bénéfices & dispenses, lesquelles seront accordées gratuitement, nonobstant toutes réserves, expectatives & partages de mois, toutes les églises de France devant jouir de la même liberté.

A R T. X I I I.

« Les déports, droits de cote-morte, dépouilles, *vacat*, droits censaux, deniers de Saint-Pierre, & autres de même genre établis en faveur des évêques, archidiacres, archiprêtres, chapitres, curés primitifs & autres, sous quelque nom que ce soit, sont abolis, sauf à pourvoir, ainsi qu'il appartiendra, à la dotation des archidiaconés & des archiprêtres qui ne seroient pas suffisamment dotés.

A R T. X I V.

« La pluralité des bénéfices n'aura plus lieu à l'avenir lorsque le revenu du bénéfice ou des bénéfices dont on fera titulaire excéderont la somme de trois mille livres. Il ne sera pas permis non plus de posséder plusieurs pensions sur bénéfices , ou une pension & un bénéfice , si le produit des objets de ce genre que l'on possède déjà , excède la même somme de trois mille livres.

A R T. X V.

« Sur le compte qui sera rendu à l'assemblée nationale de l'état des pensions , graces & traitement , elle s'occupera , de concert avec le roi , de la suppression de celles qui n'auroient été méritées & de la réduction de celles qui seroient excessives , sauf à déterminer pour l'avenir une somme dont le roi pourra disposer pour cet objet.

A R T. X V I.

« L'assemblée nationale décrète qu'en mémoire des grandes & importantes délibérations qui viennent d'être prises pour le bonheur de la France , une médaille sera frappée , & qu'il sera chanté en action de graces un *Te Deum* dans toutes les paroisses & églises du royaume.

A R T. X V I I.

« L'assemblée nationale proclame solennellement le roi **LOUIS XVI**, *Restaurateur de la liberté française*.

A R T. X V I I I.

« L'assemblée nationale se rendra en corps auprès du roi , pour présenter à sa majesté l'arrêté qu'elle vient de prendre , lui porter l'hommage de sa plus respectueuse reconnaissance , & la supplier de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa chapelle , & d'y assister elle-même.

A R T. X I X.

« L'assemblée nationale s'occupera immédiatement

après la constitution , de la rédaction des loix nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent arrêté , qui sera incessamment envoyé par MM. les députés dans toute les provinces , avec le décret du 10 de ce mois , pour l'un & l'autre y être imprimés & publiés , même au prône des paroisses , & affichés par-tout ou besoin fera. »

Dans plusieurs occasions , l'assemblée nationale a paru écouter avec approbation ceux de ses membres qui ont avancé qu'en exerçant dans toute son étendue le pouvoir législatif, elle devoit s'interdire toute fonction du pouvoir & exécutif, lui renvoyer les affaires de sa compétence. La scène politique ne permet pas en effet la confusion habituelle de ces deux pouvoirs ; de leur *constante* réunion résulteroient bientôt tous les abus du pouvoir arbitraire ; mais il est des temps de crise & de calamité publique ; des temps d'orage & de convulsion , des temps d'effervescence générale , & de désordres publics , des temps d'insubordination envers la personne revêtue par la nation de la puissance *exécutive* , ou la nation peut & même doit se saisir provisoirement d'une partie du pouvoir *exécutif* pour ramener , plus sûrement , & avec plus de célérité le bon ordre & la tranquillité publique. Il en est de même du pouvoir *judiciaire* ou *administratif* , dans tous les cas où ses pouvoirs sont sans force dans les mains qui les tiennent , ou que par l'abus qu'on en fait , ils mettent l'état en danger ; tous les pouvoirs peuvent alors rentrer dans la main qui les a distribués , ils ne font alors que remonter à leur source , & cette innovation , quoique contraire aux loix constitutives de la monarchie , si elle avoit une durée plus longue que la nécessité la plus absolue , est quelquefois commandée impérieusement par la loi su-

prême , qui met le salut du peuple au-dessus des loix les plus saintes.

C'est cette doctrine incontestable que l'assemblée nationale paroît avoir adoptée en arrêtant le décret suivant.

« L'assemblée nationale considérant que les ennemis de la nation ayant perdu l'espoir d'empêcher par la violence du despotisme , la régénération publique & l'établissement de la liberté , paroissent avoir conçu le projet criminel d'arriver au même but par la voie du désordre & de l'anarchie ; qu'entre autres moyens , ils ont , presque le même jour , fait semer de fausses alarmes dans les différentes provinces du royaume , & qu'en annonçant des incursions & des brigandages qui n'existoient pas , ils ont donné lieu à des excès & des crimes qui attaquent également les biens & les personnes , & qui troublant l'ordre universel de la société , méritent les peines les plus sévères ; que ces hommes ont porté l'audace jusqu'à répandre de faux ordres , & même de faux édits du roi qui ont armé une portion de la nation contre l'autre , dans le moment même où l'assemblée nationale portoit les décrets les plus favorables à l'intérêt du peuple.

Considérant que , dans l'effervescence générale , les propriétés les plus sacrées & les moissons même , seul espoir du peuple dans ces temps de disette , n'ont pas été respectées :

Considérant enfin que l'union de toutes les forces , l'influence de tous les pouvoirs , l'action de tous les moyens & le zèle de tous les bons citoyens doivent concourir à réprimer de pareils désordres :

Arrête & décrète que toutes les municipalités du royaume , tant dans les villes que dans les campagnes , veilleront au maintien de la tranquillité publique , & que , sur leur simple réquisition , les milices nationales ainsi

que les maréchaussées seront assistées des troupes, à l'effet de poursuivre & d'arrêter les perturbateurs du repos public, de quelque état qu'ils puissent être. Que les personnes arrêtées seront remises aux tribunaux de justice, interrogées incontinent, & que le procès leur sera fait ; mais qu'il sera surfis au jugement & à l'exécution, à l'égard de ceux qui seront prévenus d'être les auteurs des fausses alarmes & les instigateurs des pillages & violences, soit sur les biens, soit sur les personnes, & que cependant, copie des informations, des interrogatoires, & autres procédures, seront successivement adressées à l'assemblée nationale, afin que, sur l'examen & la comparaison des preuves rassemblées des différens lieux du royaume, elle puisse remonter à la source des désordres & pourvoir à ce que les chefs de ces complots soient soumis à des peines exemplaires, qui repriment efficacement de pareils attentats.

« Que tous attroupemens séditieux, soit dans les villes, soit dans les campagnes, même sous prétexte de chasse, seront incontinent dissipés par les milices nationales, les maréchaussées & les troupes, sur la simple réquisition des municipalités.

« Que dans les villes & municipalités des campagnes, ainsi que dans chaque district des grandes villes, il sera dressé un rôle des hommes sans aveu, sans métier, ni profession & sans domicile constant, lesquels seront désarmés & que les milices nationales, les maréchaussées & les troupes veilleront particulièrement sur leur conduite.

« Que toutes les milices nationales prêteront serment entre les mains de leur commandant, de bien & fidèlement servir pour le maintien de la paix, pour la défense des citoyens, & contre les perturbateurs du repos public ; & que toutes les troupes, savoir : les officiers de tout grade, & les soldats, prêteront serment à la nation & au roi chef de la nation, avec la solennité la plus auguste.

« Que les soldats jureront , en présence du régiment entier , sous les armes , de ne jamais abandonner leurs drapeaux , d'être fidèles à la nation , au roi & à la loi , & de se conformer aux règles de la discipline militaire.

« Que les officiers jureront en présence des officiers municipaux , à la tête de leurs troupes , de rester fidèles à la nation , au roi , & à la loi ; & de ne jamais employer ceux qui feront sous leurs ordres , contre les citoyens , si ce n'est sur la réquisition des officiers civils ou municipaux , laquelle réquisition fera toujours lue aux troupes assemblées.

« Que les curés des villes & campagnes , feront lecture du présent arrêté à leurs paroissiens réunis dans l'église , & qu'ils emploieront avec tout le zèle dont ils ont constamment donné des preuves , l'influence de leur ministère pour rétablir la paix & la tranquillité publique , & pour ramener tous les citoyens à l'ordre & à l'obéissance qu'ils doivent aux autorités légitimes ; sa majesté sera suppliée de donner les ordres nécessaires pour la pleine & entière exécution de ce decret , lequel sera adressé à toutes les villes , municipalités & paroisses du royaume ; ainsi qu'à tous les tribunaux , pour y être lus , publiés , affichés , & inscrits dans les registres.

Tels sont les les decrets que l'assemblée nationale en corps , a portés au chef de la nation , le jeudi 13 août à midi. A peine étoit-elle parvenue à la galerie du château , que le roi est venu recevoir le titre qu'elle lui décernoit ; titre bien supérieur à tous ceux dont la flatterie ou l'orgueil ont décoré tant de souverains.

L'auguste régénérateur de la liberté françoise étoit au milieu de tous les représentans de la nation , réunis sans distinction de rang ou de naissance , comme des enfans autour du meilleur des pères.

Un siècle auparavant , les ambassadeurs du roi de Siam

étoient venus admirer dans cette galerie superbe, la pompeuse grandeur de Louis XIV, maintenant ils auroient bien plus admiré la bienfaisante popularité de Louis XVI.

Par l'adresse que M. le président a prononcée, l'assemblée annonce au roi que les privilèges, les droits particuliers des provinces, des villes, corps & communautés, ont été déposés aux pieds de la nation; que toute la France n'a plus que les mêmes principes de gouvernement, les mêmes intérêts, les mêmes loix, le même esprit, le même desir du bien public & le même amour pour la personne du meilleur des rois; elle le supplie en même temps d'agréer le titre de restaurateur de la liberté française, qu'elle lui a déferé dans les transports de sa reconnaissance.

le roi a répondu que le titre qu'on lui décernoit étoit analogue aux sentimens qu'il avoit toujours montré à la nation.

De vives acclamations ont suivi cette réponse, & on s'est rendu de suite avec le monarque dans sa chapelle, pour y chanter le *Te Deum*.

Demain point de feuille.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au soixantième numéro, sont priés de renouveler, à Paris chez CUSSAC, libraire, au Palais-Royal, n^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous, franc de port, dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la Poste de faire passer dans la province le journal intitulé : *Point au Jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris, ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON LEVACHER DE LA TERRINIERE.

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,
rue des Mathurins.